



United Nations  
Economic Commission for Africa

**Comblent le fossé entre la recherche et la politique pour  
accélérer le dividende démographique en Afrique de  
l'Ouest : une enquête exploratoire sur les expériences des  
chercheurs**

---

**Document de Travail pour le séminaire des groupes de réflexion et d'experts sur la  
réduction du fossé entre la recherche et la politique en Afrique de l'Ouest**

**2022**

**Centre des Dynamiques Démographiques pour le Développement (DDD)**

**Domaine de spécialisation du Bureau sous-régional de l'Afrique de l'Ouest de la CEA (BSR-AO)**

## TABLE DES MATIERES

I. INTRODUCTION .....	3
II. LE DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE DANS LE CONTEXTE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST .....	4
2.1 L'approche du ratio de dépendance.....	5
2.2 L'approche du ratio de soutien économique.....	5
2.3 Le programme de recherche.....	6
III. MÉTHODES.....	7
3.1 Conception et administration de l'enquête .....	7
3.2 Traitement des données.....	8
IV. ANALYSE DES RÉSULTATS.....	8
4.1 Caractéristiques sociodémographiques des répondants .....	8
4.2 Expériences perçues des chercheurs dans la recherche axée sur les politiques et l'application des connaissances .....	12
4.2.1. Expériences perçues des chercheurs et activités de traduction .....	12
4.3 Les chercheurs ont signalé des obstacles et des facilitateurs pour traduire la recherche en politiques. ....	14
4.3.1. Obstacles à la traduction de la recherche en politique .....	14
4.3.2. Facilitateurs de la traduction de la recherche en politique.....	15
4.4 Interventions existantes et soutien requis par les chercheurs pour combler le fossé entre la politique et la recherche en Afrique de l'Ouest. ....	15
4.4.1 Meilleures pratiques institutionnelles .....	15
4.4.2. Financement.....	16
4.5 Soutien requis pour mener et diffuser des recherches axées sur les politiques .....	17
V. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	18
5.1. Conclusion.....	18
5.2. Recommandations .....	18
RÉFÉRENCES .....	19
Annexe 1 : Questionnaire d'enquête .....	21

## I. INTRODUCTION

Le développement durable a été au premier plan de l'Agenda de Développement de l'Afrique ces derniers temps, guidé par l'Agenda Continental 2063 et les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies pour 2030. Il a été largement reconnu que le potentiel de l'Afrique à tirer parti du dividende démographique est essentiel à la réalisation des objectifs de développement.

En 2015, l'ONU prévoyait que les taux de fécondité de l'Afrique continueraient de baisser au cours des prochaines décennies, de sorte que d'ici 2050, le ratio de la population active (15-64 ans) à la population dépendante (moins de 15 ans et 65 ans et plus) serait supérieur à ceux de l'Asie, de l'Europe et de l'Amérique du Nord (1). Cette projection implique que l'Afrique a un grand potentiel pour connaître un dividende démographique, qui est une opportunité pour une croissance économique accélérée pendant la période où la part de la population en âge de travailler augmente. Cependant, ce dividende n'est pas automatique et s'il se matérialise, l'étendue des avantages dépend en grande partie des politiques et des institutions dans des domaines clés tels que la gestion macroéconomique, le capital humain, le commerce, la gouvernance, le travail et les marchés de capitaux (2).

L'Union Africaine, par décision de la Conférence [Assembly/AU/Dec.601(XXVI)] de janvier 2016, a consacré le thème de l'année 2017 sur « Exploiter le dividende démographique par l'investissement dans la jeunesse » (3). En application de ladite décision, la Commission de l'Union africaine (CUA), en collaboration avec la Commission Economique pour l'Afrique (CEA), le FNUAP et d'autres partenaires, a élaboré une feuille de route axée sur quatre (4) piliers principaux :

1. Emploi et entrepreneuriat
2. Éducation et développement des compétences
3. Santé et bien-être
4. Droits, gouvernance et autonomisation des jeunes

La feuille de route et les piliers doivent soutenir et guider les États Membres dans l'élaboration de plans d'action et de domaines d'action spécifiques à chaque pays pour atteindre le dividende démographique au niveau national.

Pour mettre en œuvre cette feuille de route de l'UA visant à atteindre le dividende démographique (DD) et, en fait, les ODD et l'Agenda 2063, il est urgent de mettre en place des réformes politiques et des programmes solides au niveau des pays. La preuve de « ce qui fonctionne » jouera un rôle essentiel dans la promotion de politiques et programmes efficaces et efficients. L'utilisation de données probantes dans les politiques et la pratique s'est non seulement avérée produire de meilleurs résultats, mais réduit également la pauvreté, améliore les résultats en matière de santé et fait progresser les performances en matière de développement (4). Aujourd'hui plus que jamais, les Nations Unies mettent l'accent sur le renforcement de la recherche scientifique et l'encouragement de l'innovation, en particulier dans les pays en développement, comme indiqué dans les Objectifs de Développement Durable (ODD 9.5) (5).

En outre, le Rapport Mondial sur le développement durable des Nations Unies 2019 – « L'avenir, c'est maintenant : la science au service du développement durable », a souligné que la science doit jouer un rôle majeur dans la promotion du développement durable. Il appelle en outre les universités, les décideurs et les bailleurs de fonds de la recherche à accroître leur soutien à la recherche guidée par l'Agenda 2030, tout en travaillant simultanément pour renforcer l'interface science-politique-société. (6)

Même si la valeur de la recherche est de plus en plus largement reconnue, l'utilisation des données issues de la recherche par les décideurs pour résoudre des problèmes ou améliorer l'efficacité de la mise en œuvre reste faible dans le monde (7). Par exemple, les preuves suggèrent que la traduction des

découvertes cliniques en pratique prend 17 à 20 ans et que moins de la moitié des innovations cliniques parviennent à la pratique générale. Ce phénomène est encore plus marqué dans les pays à revenu faible ou intermédiaire (PRITI) (8) .

On sait que plusieurs facteurs influent sur la traduction de la recherche en politiques. Il s'agit notamment du manque de recherche axée sur les politiques (9) , de la médiocrité des liens entre les chercheurs et les décideurs et du manque de techniques de diffusion des résultats de la recherche pour influencer les politiques (10) . L'amélioration de l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes indique donc une vision holistique de l'environnement de la recherche scientifique sous tous les angles de la production de connaissances pour évaluer le contexte, les connaissances et les expériences des chercheurs dans les processus politiques fondés sur des données probantes. En outre, bien que les décideurs politiques aient été longuement interrogés pour connaître leur point de vue sur l'écart entre la recherche et la politique, il y a encore peu de connaissances sur les expériences perçues des chercheurs, en particulier en Afrique de l'Ouest. En outre, les quelques études réalisées dans le domaine se sont concentrées principalement sur la politique et la pratique de la santé. Nous n'avons pas connaissance d'une étude de chercheurs d'un large éventail de secteurs du développement et des sciences sociales comprenant les 15 États membres de la CEDEAO.

A cette fin, le Centre de Dynamique Démographique pour le Développement (DDD) de la CEA, dans ses efforts visant à accélérer les progrès vers la réalisation du dividende démographique et le développement durable dans la région de la CEDEAO, cherche à renforcer la capacité de recherche pour répondre de manière adéquate aux besoins politiques actuels en la sous-région. De plus, dans le contexte de la prise de décision fondée sur des données probantes, il n'y a pas de meilleur moyen de donner l'exemple qu'en utilisant des données probantes sur le terrain pour éclairer la planification et la prise de décision institutionnelles.

Le rapport explore la mesure dans laquelle les chercheurs en Afrique de l'Ouest mènent et traduisent des recherches axées sur les politiques et leurs points de vue sur les meilleures stratégies pour combler le fossé entre la recherche et la politique. Plus précisément, le document vise à i) évaluer les expériences perçues des chercheurs dans la conduite et la traduction de la recherche axée sur les politiques ii) déterminer les facteurs qui entravent et facilitent la traduction de la recherche en Afrique de l'Ouest iii) déterminer les interventions existantes pour combler le fossé entre la recherche et la politique et iv) rechercher des recommandations en termes de soutien requis par des chercheurs pour mener et traduire des recherches éclairées par les politiques.

## II. LE DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE DANS LE CONTEXTE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

La sous-région de l'Afrique de l'Ouest comprend 15 pays de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)<sup>1</sup> et abrite environ 401,861 millions de personnes en 2020 avec un taux de croissance annuel moyen de 2,7, supérieur à la moyenne continentale de 2,5 et à la moyenne mondiale de 1,1 (11) . La zone CEDEAO représente 30% de la population de l'Afrique et environ 5% de la population mondiale (11) . D'ici 2050, la population de la sous-région devrait atteindre 8% de la population mondiale et 31,6 % de la population africaine. Comme le reste de l'Afrique, la sous-région a une population jeune avec 44% de moins de 15 ans et un indice synthétique de fécondité moyen de 5,5 (12) .

---

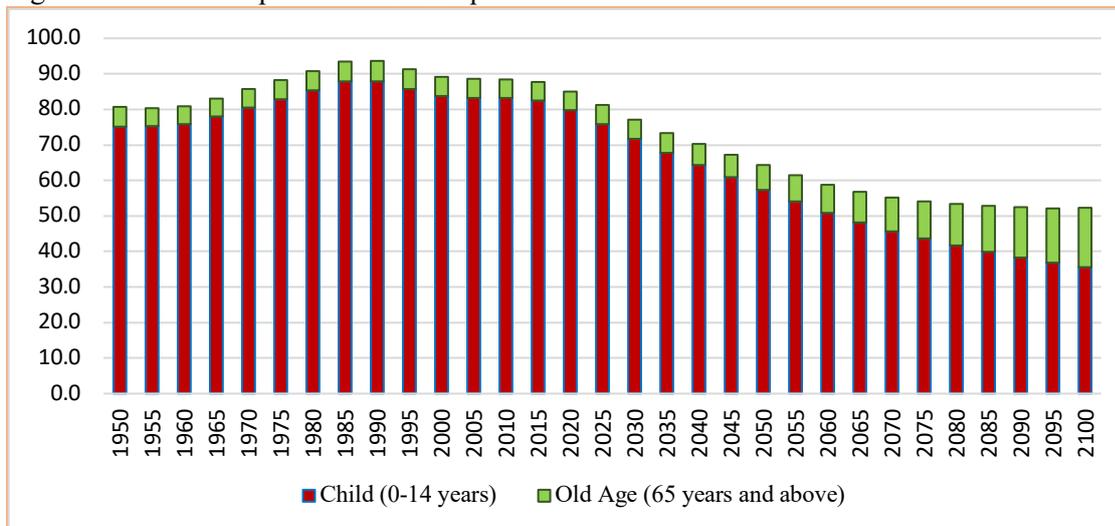
<sup>1</sup> Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Guinée, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo.

## 2.1 L'approche du ratio de dépendance

La population en âge de travailler (25 à 64 ans) augmente plus rapidement que les autres groupes d'âge en Afrique de l'Ouest, ce qui peut certainement offrir une opportunité de croissance économique accélérée connue sous le nom de « dividende démographique ». À mesure que les taux de dépendance diminuent, les opportunités de dividende démographique deviennent plus intéressantes. Le concept de dividende démographique stipule que dans le monde en développement, l'augmentation de la part des personnes en âge de travailler et les changements connexes peuvent donner une forte impulsion au développement économique (13,14) .

Les taux de dépendance sont un facteur clé qui détermine la prospérité dans de nombreux pays compte tenu de sa relation positive avec les activités productives. Les ratios de dépendance sont définis comme le nombre de personnes à charge pour 100 personnes en âge de travailler (15-64) (15) .

Figure 1 : Taux de dépendance en Afrique de l'Ouest



Source : CEA, 2020

Les taux de dépendance sont passés de 90,8 en 1950 à 85 en 2020. Un ratio de 85 personnes à charge (dont 80 enfants et 5 de plus de 65 ans) pour 100 personnes âgées de 15 à 64 ans signifie que 1,2 personne en âge de travailler doit subvenir aux besoins de chaque personne à charge.

Certaines études ont fait valoir que le dividende démographique se produit lorsque le taux de dépendance total n'est pas supérieur à 67 personnes à charge pour 100 personnes en âge de travailler, auquel cas il y a au moins 3 personnes en âge de travailler pour 2 personnes à charge (16) . Nous pouvons donc en déduire que la fenêtre d'opportunité pour l'Afrique de l'Ouest s'ouvrira à partir de l'année 2045 lorsque les taux de dépendance devraient être réduits à 67.

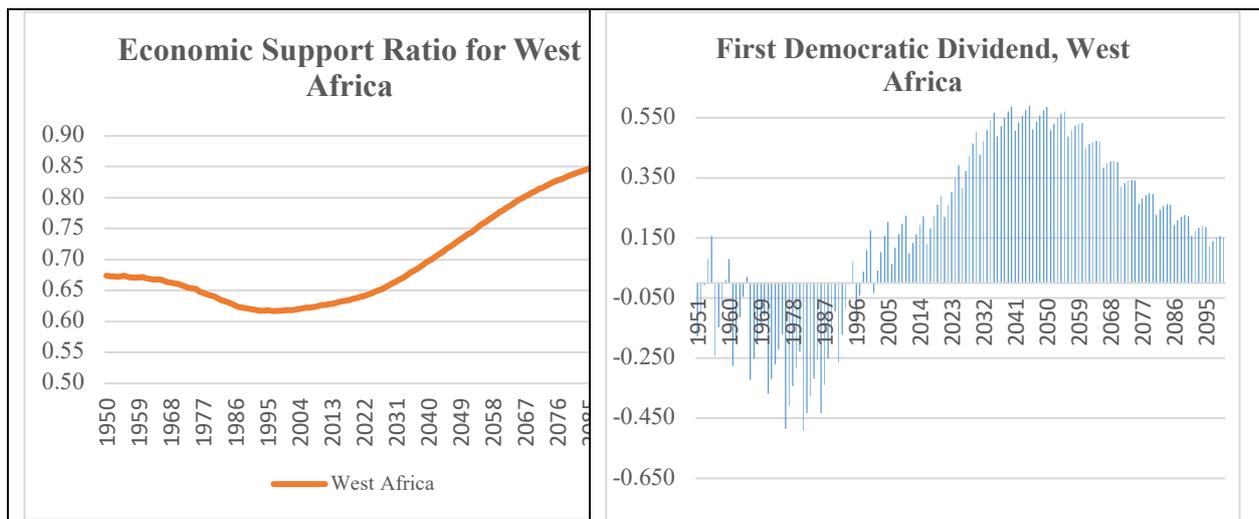
## 2.2 L'approche du ratio de soutien économique

Bien que la mesure des taux de dépendance pour les pays à l'aide des ratios démographiques de la définition de l'âge actif ait souvent été utilisée comme expliqué dans la dernière section, des études récentes attirent l'attention sur le caractère inapproprié de cette mesure. Cela est dû à la proportion croissante de la population sans emploi au sein de la tranche d'âge et en particulier chez les jeunes adultes âgés de 16 à 30 ans. En outre, les taux de chômage signifient que même lorsque le taux de participation au marché du travail est élevé, une grande partie de ce groupe d'âge pourrait également ne pas occuper d'emplois décents. Cela signifie qu'un « avantage » inhérent à une forte concentration de la population en âge de travailler peut ne pas se traduire par une forte concentration de ceux qui travaillent réellement (17) . Le nœud de la question du dividende démographique a un lien avec l'équilibre entre la production et la consommation. Pour mieux comprendre la relation entre l'évolution de la structure par âge et la

croissance économique, nous devons aller au-delà des ratios de dépendance et considérer les "ratios de soutien économique", qui sont le rapport entre le nombre de producteurs effectifs et le nombre de consommateurs effectifs (18) . Le taux de croissance du ratio de soutien représente le premier dividende démographique. Le ratio de soutien économique est souvent calculé selon l'approche des comptes de transfert nationaux (CNT) (19) .

En utilisant l'approche du ratio de soutien économique, le profil du dividende démographique indique que l'Afrique de l'Ouest est entrée dans la période du premier dividende démographique depuis l'année 2002. Le premier DD culminera vers 2045, en fonction du rythme et du modèle de fécondité. (Figure 2).

**Figure 2 : Ratio de soutien économique et premier dividende démographique en Afrique de l'Ouest**



Source : CEA, 2020

### 2.3 Le programme de recherche

Les dynamiques démographiques sont les grandes tendances qui façonnent le paysage du développement en Afrique de l'Ouest. La forte croissance démographique et le taux de dépendance des jeunes variant d'un pays à l'autre tendent à poser de sérieux problèmes sociaux et économiques et à saper les efforts de développement. Malgré ces défis, la dynamique démographique présente une fenêtre d'opportunité pour générer des gains de productivité et améliorer la qualité de vie de la population.

D'une part, la croissance rapide de la population entraînant une importante explosion de la jeunesse et des opportunités d'emploi limitées pourrait empêcher une grande partie de la population de contribuer à la croissance économique et d'en bénéficier. En outre, chaque aspect des objectifs de développement durable, y compris la consommation, la production, l'emploi, l'accès aux infrastructures, les services sociaux, la santé, l'éducation, le logement, l'eau, l'alimentation et l'énergie, est influencé par les tendances démographiques. Le changement climatique et les défis environnementaux résultant des pressions sur les ressources de la planète sont également exacerbés par la croissance démographique.

D'autre part, la dynamique démographique, si elle est bien gérée, pourrait aider les pays à récolter les dividendes démographiques résultant de la forte concentration de la population dans la tranche d'âge de travailler alors que les pays traversent la transition démographique et réalisent des investissements essentiels dans l'éducation, la santé et les secteurs générateurs d'emplois. Cela implique que les perspectives de la structure par âge de la population doivent être bien exploitées pour profiter des avantages économiques des changements démographiques. De plus, il s'agit d'un moment crucial pour préparer le terrain à une population vieillissante croissante après le dividende démographique. En plus d'avoir l'une des populations les plus jeunes au monde, la proportion de la population en âge de travailler

en Afrique de l'Ouest augmente plus rapidement que dans les autres groupes d'âge, créant une fenêtre d'opportunité pour une croissance économique rapide, si des investissements appropriés sont réalisés. Tout aussi importantes et liées à la dynamique démographique sont les migrations et l'urbanisation, qui sont de puissants déterminants du développement durable.

Les défis relatifs à la dynamique des populations en Afrique de l'Ouest ne peuvent être dissociés des défis du développement durable tels qu'ils sont intégrés dans les ODD 2030 et l'Agenda 2063. Compte tenu de l'énorme perturbation de ces agendas politiques par la pandémie de Covid-19 et la crise ukrainienne, il est fondamental que les pays s'engagent dans des politiques démographiques ou renforcent leurs stratégies existantes par des recherches et des analyses innovantes fondées sur des données probantes.

Cela comprendra, mais sans s'y limiter, la formulation et la mise en œuvre de politiques qui accéléreront et aideront à réaliser les avantages démographiques ; investissement dans les compétences et la technologie numériques pour promouvoir l'apprentissage virtuel; amélioration de la productivité et création d'emplois; encouragement à la planification familiale; investissement dans les services de santé génésique et dans l'autonomisation des femmes; et l'adoption de comportements de consommation respectueux de l'environnement.

Le programme de recherche devrait viser à fournir des preuves pour l'action politique. L'interaction entre les chercheurs et les décideurs doit être dynamique et bidirectionnelle afin que les résultats de la recherche soient pris en compte dans la politique de développement, les programmes et la planification budgétaire des pays.

### III. MÉTHODES

#### 3.1 Conception et administration de l'enquête

Nous avons interrogé des chercheurs dans les 15 pays d'Afrique de l'Ouest qui mènent des recherches dans n'importe quel domaine du développement dans des universités, des groupes de réflexion, des organisations de la société civile (OSC), des instituts de recherche ou des agences gouvernementales. Nous avons choisi de collecter des données auprès de tous les États membres pour saisir tous les problèmes spécifiques au contexte de ces pays. Les participants ont été recrutés à l'aide de la technique d'échantillonnage en boule de neige où nous avons contacté des chercheurs figurant sur les listes de partenaires du Bureau et des sites Web institutionnels, notamment des universités, des OSC et LinkedIn, et leur avons demandé de partager l'enquête avec leur réseau de chercheurs. Cette approche a été adoptée pour s'assurer que la population cible souhaitée est atteinte.

Un questionnaire en ligne auto-administré a été développé comprenant 3 parties. i) Informations générales et expérience de la recherche axée sur les politiques ii) Points de vue, expériences et évaluation des chercheurs sur la recherche axée sur les politiques en Afrique de l'Ouest ; et iii) les points de vue des chercheurs sur les stratégies visant à améliorer l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes en Afrique de l'Ouest. Les questions ont été influencées par la recherche documentaire et les connaissances communes tout en offrant la possibilité d'exprimer des opinions personnelles par le biais de questions ouvertes. Le questionnaire a été élaboré en anglais et en français (les deux langues dominantes parlées dans 13 des 15 pays) et revu par des pairs avant d'être envoyé. Les chercheurs contactés en Guinée Bissau et au Cabo Verde étaient bilingues et ont répondu à l'enquête en français. Les objectifs de l'enquête ont été clairement décrits dans les informations d'introduction. L'anonymat a été assuré car aucune information personnelle identifiable comme le nom ou l'adresse e-mail n'a été collectée.

Nous avons créé une liste de diffusion et envoyé le questionnaire par e-mail aux répondants en leur demandant de le partager avec leur réseau de chercheurs. Pour les participants qui sont chefs

d'établissement, nous avons envoyé des e-mails personnalisés leur demandant de partager l'enquête avec les membres de leurs établissements qui répondent aux critères d'éligibilité. Nous avons également distribué le questionnaire à des collègues du bureau et d'autres agences des Nations Unies pour le partager avec les chercheurs de leurs réseaux, en particulier dans leurs pays respectifs. Des questionnaires ont également été partagés via WhatsApp et Facebook Messenger avec des amis et des contacts personnels qui sont chercheurs. Afin d'augmenter le taux de réponse, plusieurs relances ont été envoyées via les différents médias. Les données ont été collectées sur une période d'un mois, du 31 mars au 26 avril 2022.

### 3.2 Traitement des données

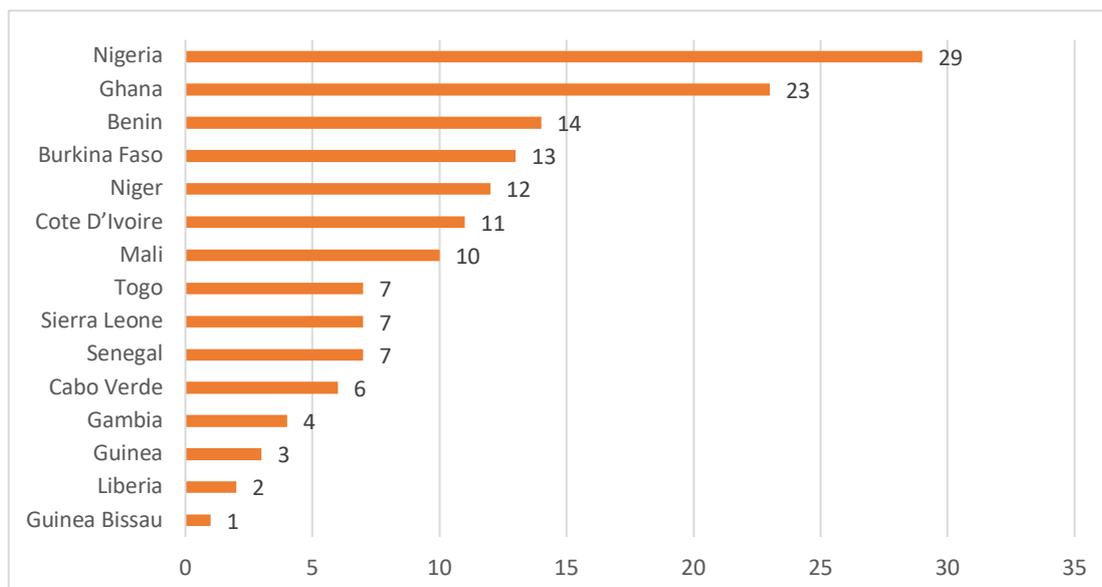
Nous avons recueilli toutes les données d'enquête dans MS Excel pour le nettoyage et le codage des données. Les réponses aux questions « autres » et ouvertes ont été codées en thèmes communs et en variables classées pour tenir compte d'un plus large éventail de points de vue si nécessaire. Nous avons combiné les deux catégories supérieures et inférieures des échelles ordinales (par exemple, fortement en désaccord et en désaccord / fortement en accord et d'accord) dans la mesure du possible. Les données apurées de 149 réponses éligibles ont ensuite été exportées dans la version 16 de STATA pour analyse. Une analyse descriptive des données a été effectuée et les proportions ont été rapportées dans les tableaux de distribution des fréquences. Les nombres totaux rapportés dans les tableaux varient d'une variable à l'autre en raison de valeurs manquantes sur des questions spécifiques.

## IV. ANALYSE DES RÉSULTATS

Un total de 164 questionnaires entièrement remplis ont été reçus, cependant, quinze (15) ne répondaient pas aux critères d'éligibilité (treize provenaient de pays extérieurs à la région de la CEDEAO et deux n'étaient pas des chercheurs). Par conséquent, seules 149 réponses ont été incluses dans l'analyse.

### 4.1 Caractéristiques sociodémographiques des répondants

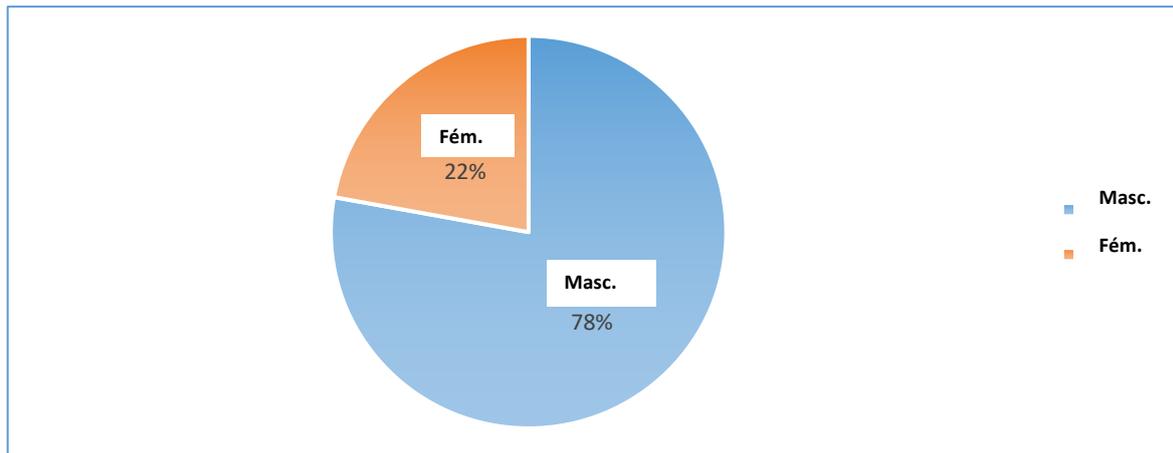
Figure 1 : Chercheurs par pays



Des réponses ont été reçues des 15 États membres bien qu'il existe des disparités dans les chiffres. La majorité des réponses provenaient du Nigéria (29) du Ghana (23) du Bénin (14) du Burkina Faso (13),

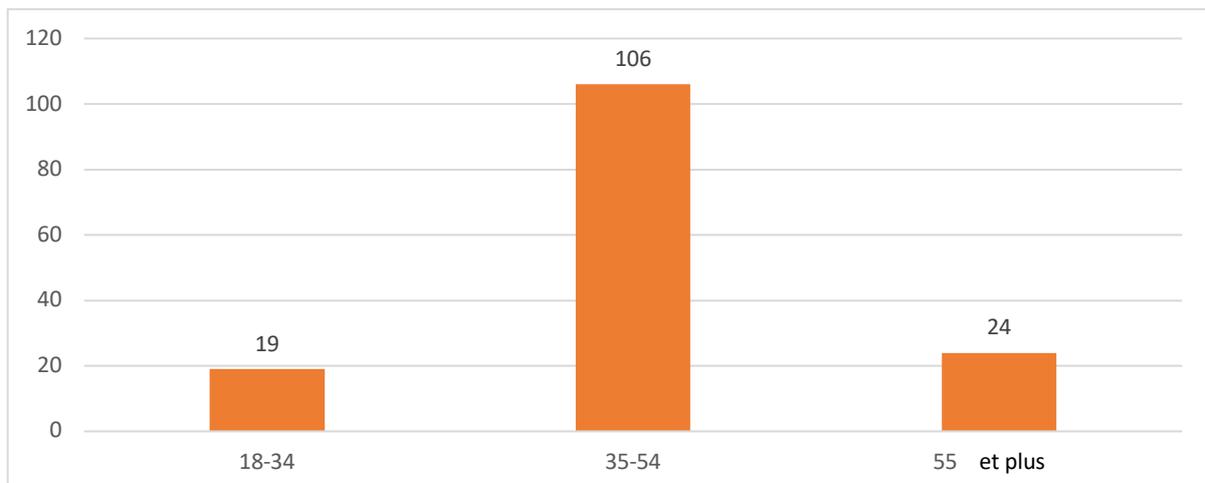
du Niger (12) et de la Côte d'Ivoire (11). Un bon nombre du Sénégal (7) de la Sierra Leone (7) du Togo (7) et du Cabo Verde (6) avec une faible réponse de la Gambie (4) de la Guinée (3) du Libéria (2) et de la Guinée Bissau (1). Les conclusions de cette enquête pourraient être biaisées en faveur de certains pays plutôt que d'autres. Néanmoins, les réponses sont bien équilibrées en provenance d'Afrique de l'Ouest francophone et anglophone et reflètent en termes généraux la taille de la population de ces pays. En ce sens, les deux pays les plus peuplés, le Nigeria et le Ghana, sont à l'origine de la majorité des réponses. Le deuxième pays le moins peuplé, la Guinée Bissau, est représenté par une seule réponse, tandis que Cabo Verde présente un bon engagement dans l'enquête par rapport à la taille de sa population.

Figure 2 : Répartition des participants par sexe



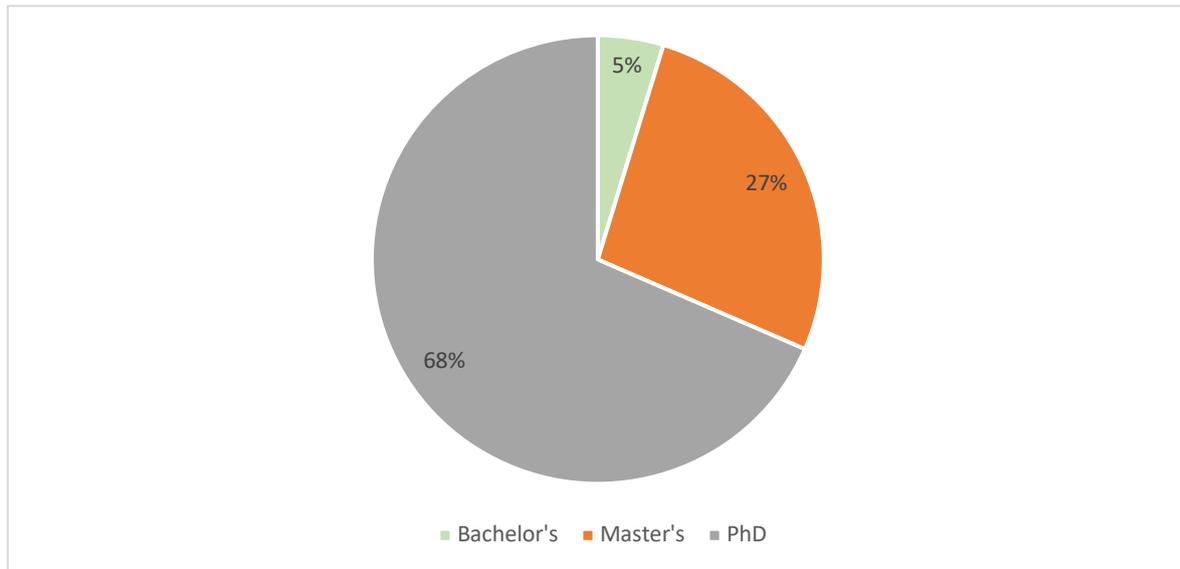
La majorité 116 (78 %) des répondants étaient des hommes. Il est possible de vérifier un grand déséquilibre entre les répondants masculins et féminins. Néanmoins, la proportion des femmes interrogées (22%) est conforme aux données disponibles pour la région concernant les femmes en tant que part du nombre total de chercheurs. En 2017, elles représentaient jusqu'à 30% des chercheurs de la sous-région CEDEAO (20) .

Figure 3 : Répondants par groupe d'âge



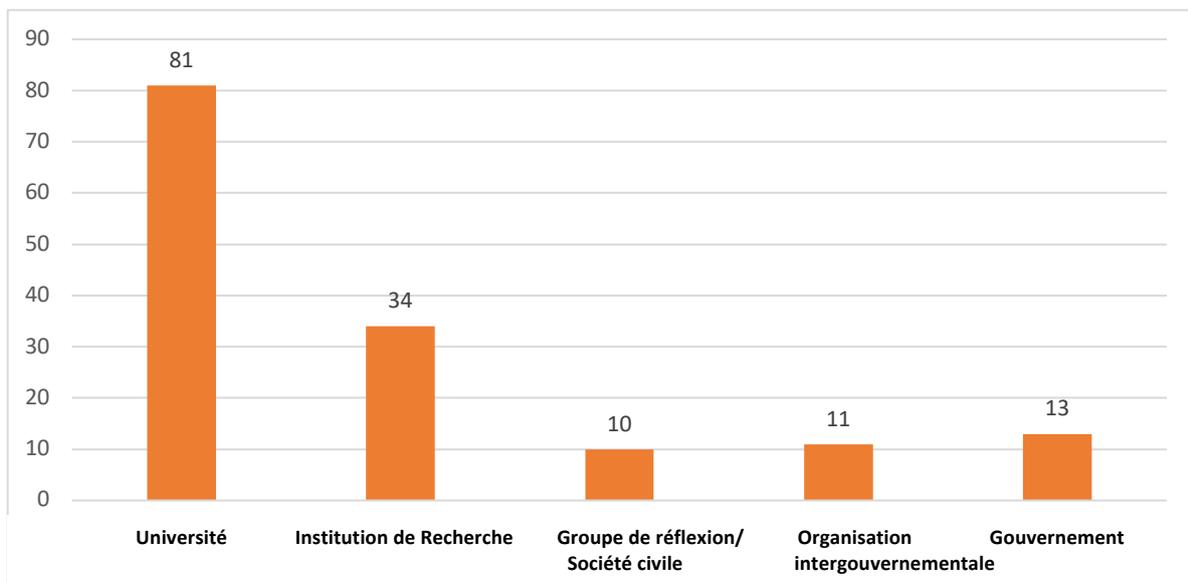
Une grande majorité 106 (71,14%) des répondants ont entre 35 et 54 ans, suivis des 55 ans et plus, de 24 ans (16,11%) puis des 18-34 ans (12,75%). Étant donné que la majorité des répondants sont titulaires d'un doctorat, un diplôme terminal qui prend plus de temps à atteindre, on s'attend à voir cette répartition par âge.

Figure 4 : Niveau d'études des répondants



En termes d'éducation, la majorité 100 (68%) sont titulaires d'un PhD suivi par ceux qui sont titulaires d'un Master 40 (27%), puis d'un Bachelor (Licence) 7 (5%). Il est vrai que la recherche est dominée par des scientifiques titulaires d'un Master et d'un PhD. Ce résultat est conforme à la situation actuelle en particulier dans les institutions académiques et montre que l'enquête a atteint sa population cible.

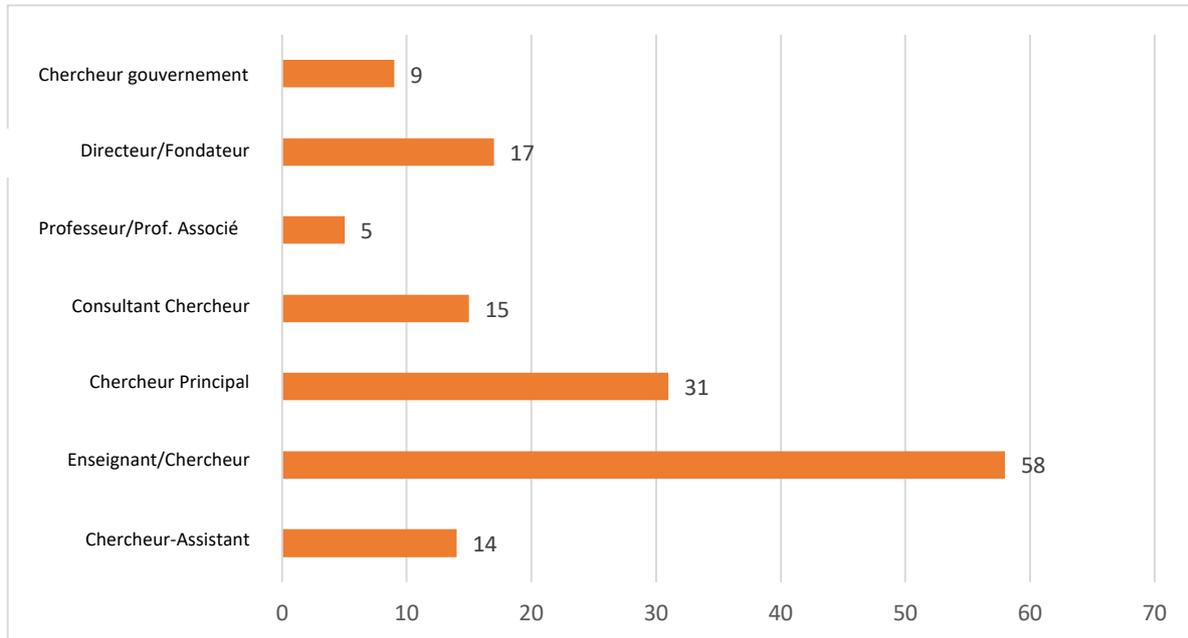
Figure 5 : Institutions des répondants



Plus de la moitié 81 (54,36) des répondants travaillent à l'université, suivis des instituts de recherche 34 (22,82 %), avec le moins de réponses des groupes de réflexion et organisations de la société civile 10

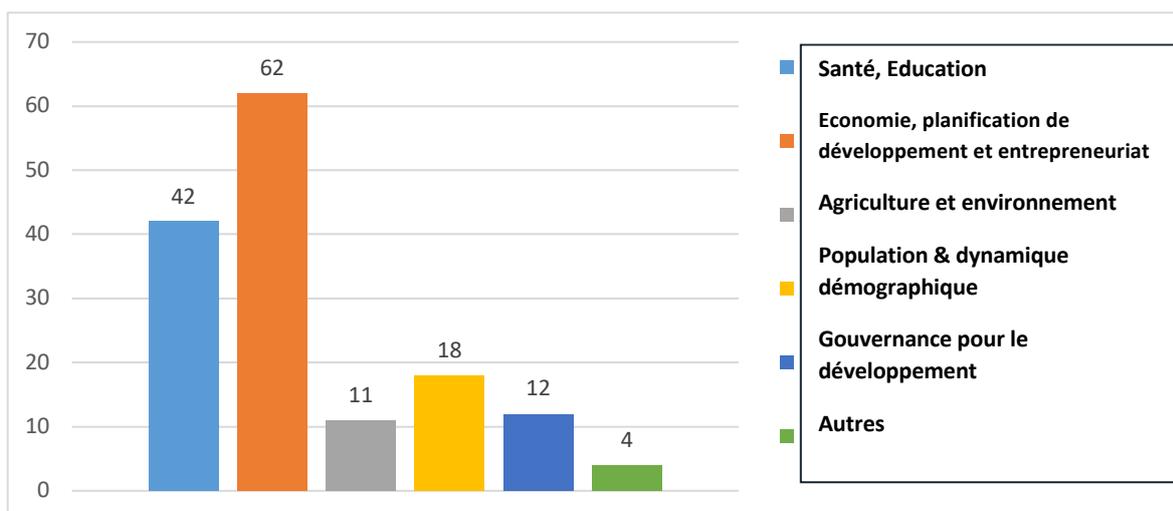
(6,71 %). L'enquête visait à atteindre des chercheurs d'un large éventail d'institutions et même si plus de la moitié des répondants viennent des universités, ce qui est naturellement attendu, les résultats montrent également une représentation équitable des autres institutions.

**Figure 6 : Postes des chercheurs au travail**



Plus d'un tiers 58 (38,93%) des répondants sont des enseignants/chercheurs suivis par des chercheurs titulaires 31 (20,81%) avec le moins de réponses de professeurs/professeurs associés. Un bon nombre des répondants sont également directeurs et fondateurs d'institutions de recherche et de groupes de réflexion. Certains intervenants travaillent également dans des bureaux de recherche gouvernementaux et des agences statistiques gouvernementales. Le résultat montre que nous avons atteint notre objectif d'évaluer une vision holistique de la recherche dans divers domaines de la production de connaissances dans la sous-région.

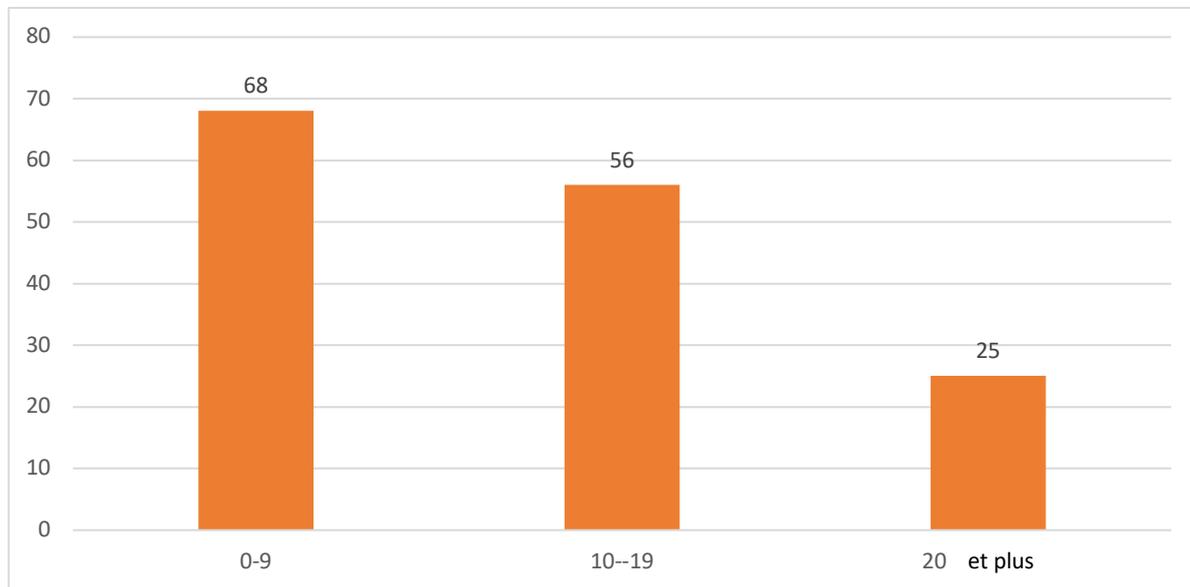
**Figure 7 : Domaine de spécialisation de la recherche**



Les répondants viennent d'un large éventail de disciplines couvrant l'économie, la planification du développement et l'entrepreneuriat 62 (41,61%), la santé et l'éducation 42 (28,19%), la population et la dynamique démographique 18 (12,08%), et l'agriculture et l'environnement 11 (7,38). D'autres comprenaient

l'énergie, les technologies de l'information et la transformation numérique. L'enquête visait à échantillonner des chercheurs en particulier dans les domaines couvrant les quatre piliers de la feuille de route de l'UA pour le dividende démographique (éducation, santé, emploi, gouvernance) qui a été atteint comme le montre le résultat de la figure 7.

**Figure 8 : Années d'expérience en recherche des chercheurs**



Près de la moitié (45,64%) des répondants ont entre un et neuf ans d'expérience en recherche, un peu plus d'un tiers 56 (37,58%) ont entre 10 et 19 ans d'expérience et 25 (16,78) ont 20 ans d'expérience et plus. D'après les résultats, les répondants ont un bon nombre d'expériences de recherche pour donner une évaluation valable de leurs expériences dans la conduite et la traduction de la recherche axée sur les politiques en Afrique de l'Ouest.

## 4.2 Expériences perçues des chercheurs dans la recherche axée sur les politiques et l'application des connaissances

### 4.2.1. Expériences perçues des chercheurs et activités de traduction

On a posé aux répondants dix questions concernant leurs expériences et leurs activités d'application de la recherche ainsi que leurs opinions sur le lien entre la recherche et les politiques et ils pouvaient répondre par « oui », « non » ou « ne sait pas », à l'exception d'une question, qui demandait aux répondants de classer la pertinence de leur recherche par rapport à l'agenda politique. Les questions et les réponses respectives en termes de fréquence et de pourcentage sont présentées dans le Tableau 1. Il convient toutefois de noter que les nombres totaux rapportés dans le tableau varient d'une variable à l'autre en raison de valeurs manquantes sur des questions spécifiques.

**Tableau 1 : Répartition fréquentielle des expériences perçues et des activités de traduction**

Caractéristiques du chercheur	Fréquence (N)	Pourcentage (%)
<b>Avoir mené des recherches qui ont directement influencé les politiques</b>		
Oui	120	80,54
Non	15	10,04
Je ne sais pas	14	9,40
<b>Mes recherches influencent la politique de développement au niveau national</b>		
Oui	90	63,38

<b>Non</b>	33	23,24
<b>Je ne sais pas</b>	19	13,38
<b>Pertinence de la recherche par rapport au programme politique actuel</b>		
<b>Haute</b>	91	61,07
<b>Moyenne</b>	44	29,53
<b>Basse</b>	14	9,40
<b>Avoir une bonne connaissance de l'agenda politique actuel</b>		
<b>Oui</b>	110	78,01
<b>Non</b>	24	17,02
<b>Je ne sais pas</b>	7	4,96
<b>Impliquer les décideurs politiques dans la recherche</b>		
<b>Oui</b>	90	62,94
<b>Non</b>	9	6,29
<b>Je ne sais pas</b>	44	30,77
<b>Avoir un contact étroit avec les décideurs politiques</b>		
<b>Oui</b>	78	56,52
<b>Non</b>	9	6,52
<b>Je ne sais pas</b>	51	36,96
<b>Avoir des compétences pour communiquer la recherche aux décideurs politiques</b>		
<b>Oui</b>	124	86,71
<b>Non</b>	14	9,79
<b>Je ne sais pas</b>	5	3,50
<b>Diffuser la recherche de manière à ce que les décideurs comprennent</b>		
<b>Oui</b>	115	82,73
<b>Non</b>	3	2,16
<b>Je ne sais pas</b>	21	15,11
<b>Convenir que la recherche peut influencer l'élaboration des politiques</b>		
<b>Oui</b>	140	94,59
<b>Non</b>	7	4,73
<b>Je ne sais pas</b>	1	0,68
<b>Convenir que l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes est bénéfique pour le développement</b>		
<b>Oui</b>	134	95,04
<b>Non</b>	6	4,26
<b>Je ne sais pas</b>	1	0,71

On a demandé aux chercheurs s'ils avaient déjà été impliqués dans un projet de recherche ayant directement influencé la politique, environ 80 % ont répondu par l'affirmative et seulement 10% n'ont jamais été impliqués dans un projet de recherche menant à une politique. Cela montre que la majorité des chercheurs interrogés ont de l'expérience dans le processus de transformation de la recherche en politiques. Cependant, le constat pourrait également être attribué au fait que la plupart des chercheurs contactés ont été engagés avec le Bureau à un moment donné dans le cadre d'un programme lié aux politiques.

Seuls les deux tiers environ des chercheurs ont déclaré que leurs recherches influençaient les politiques au niveau local ou national. Cela pourrait être dû en partie au manque de recherche pertinente sur les politiques, comme en témoigne le fait que seulement 61% jugent leur recherche très pertinente pour le programme politique actuel. De plus, près d'un chercheur sur quatre (22%) n'a aucune connaissance de l'agenda politique de son pays. Cela appuie davantage le manque de recherche axée sur les politiques puisqu'ils n'ont aucune connaissance des besoins politiques nécessitant une attention de la recherche. Considérant que les chercheurs jouent un rôle crucial dans le processus d'élaboration des politiques depuis la définition de l'agenda jusqu'à

la mise en œuvre et l'évaluation, il est inquiétant de constater que ces chercheurs de l'échantillon ne sont pas impliqués dans de tels processus.

Bien qu'environ 95 % des chercheurs aient convenu que la recherche peut influencer les politiques et est bénéfique pour le développement, seuls 62% impliquent les décideurs dans leurs recherches et environ 40% d'entre eux n'ont pas de contacts étroits avec les décideurs. Il n'est pas surprenant que le manque d'engagement entre les chercheurs et les décideurs ait été signalé comme un obstacle important à l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes.

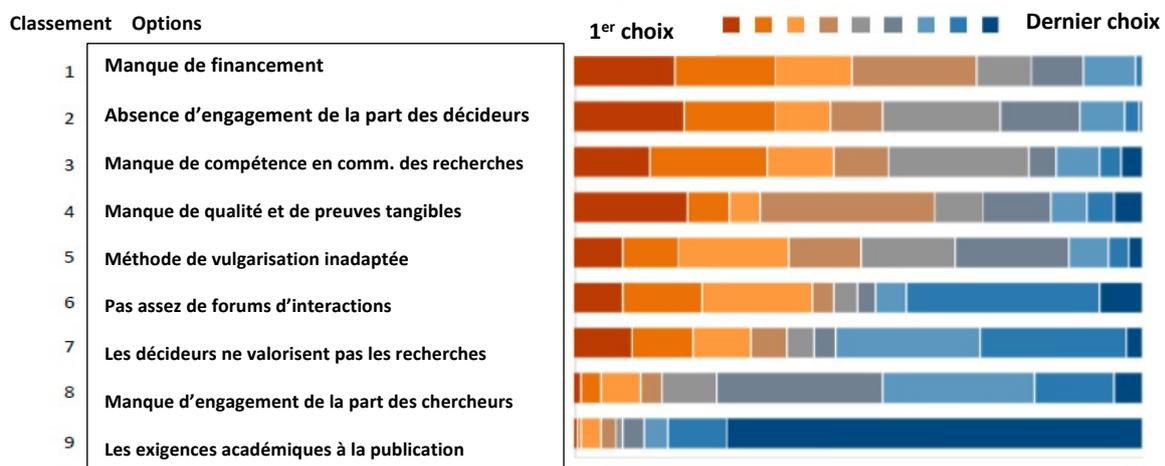
Alors qu'environ 86% des chercheurs ont déclaré avoir les compétences nécessaires pour communiquer la recherche et 82% ont déclaré qu'ils diffusaient efficacement les résultats de la recherche, lorsqu'on leur a demandé de choisir les trois obstacles les plus importants à l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes, près de la moitié des chercheurs et plus d'un tiers ont considéré le manque des compétences pour communiquer la recherche et la méthode de diffusion inappropriée comme des obstacles importants, respectivement. Cela pourrait signifier que les chercheurs ont exagéré leurs capacités ou pensé que leurs compétences étaient insuffisantes pour communiquer et diffuser correctement la recherche.

### 4.3 Les chercheurs ont signalé des obstacles et des facilitateurs pour traduire la recherche en politiques.

#### 4.3.1. Obstacles à la traduction de la recherche en politique

Les répondants ont été invités à classer les obstacles à la réalisation de recherches axées sur les politiques et à l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes par ordre d'importance, le premier choix étant le plus important et le dernier choix, le moins important. Les résultats sont présentés dans la figure 9 ci-dessous.

**Figure 9 : Obstacles à l'application de la recherche**

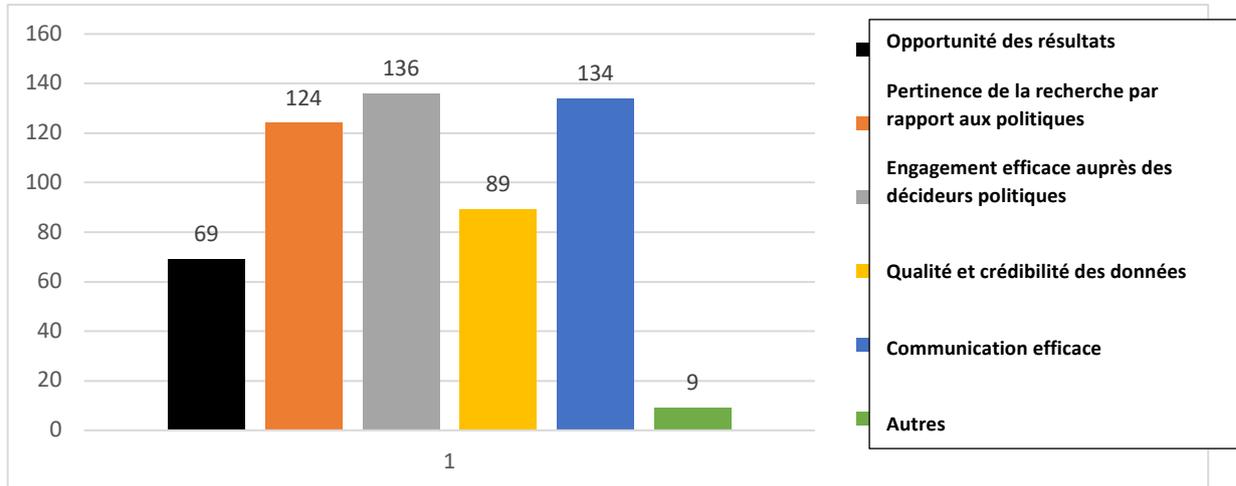


Lorsqu'on leur a demandé de sélectionner leurs principaux obstacles à la traduction de la recherche en politiques, le manque de financement a été sélectionné par près de la moitié (48,8%) des répondants parmi leurs trois principaux obstacles, suivi du manque de compétences pour communiquer les résultats de la recherche (45,7 %), puis du manque d'engagement des décideurs. En outre, 42 % des répondants ont sélectionné l'insuffisance de forums pour dialoguer avec les décideurs politiques et 37,8% ont sélectionné une méthode inappropriée pour diffuser les résultats de la recherche aux décideurs politiques. Le manque de recherche crédible et de qualité, les décideurs politiques qui ne valorisent pas la recherche et le manque d'engagement des chercheurs ont été sélectionnés par 32,9%, 31,2% et 11,6% des chercheurs respectivement.

### 4.3.2. Facilitateurs de la traduction de la recherche en politique

Les répondants ont répondu aux questions sur leurs points de vue sur les stratégies efficaces pour faciliter l'application de la recherche. Ils étaient libres de sélectionner autant d'options que nécessaire, y compris d'en indiquer d'autres qui ne figuraient pas dans la liste. Le détail des résultats est présenté dans la figure 10 ci-dessous.

Figure 10 : Stratégies efficaces pour combler le fossé entre la recherche et les politiques



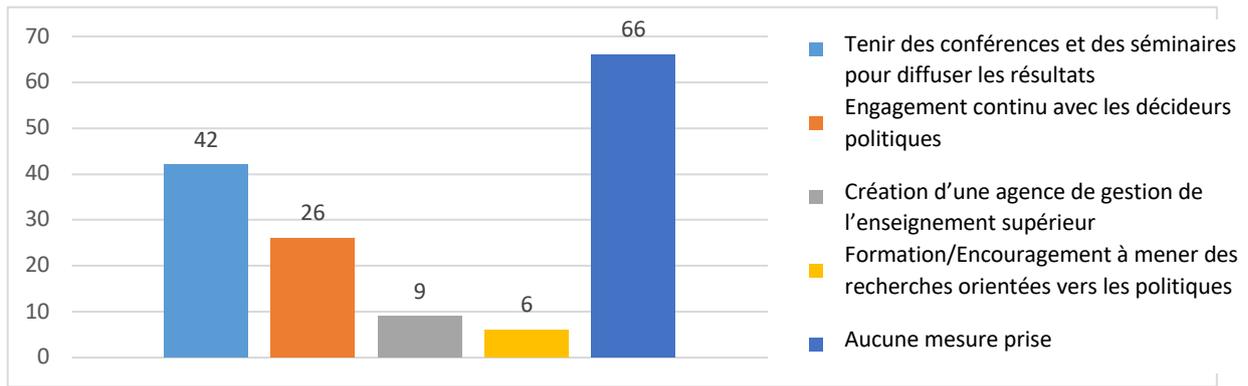
Dans leur réponse sur les stratégies efficaces d'application de la recherche, un engagement efficace avec les décideurs ; une communication efficace ; la pertinence de la recherche par rapport aux politiques ont été sélectionnés par plus de 100 répondants. Des preuves de qualité et crédibilité ainsi que la véracité des résultats ont également été choisies par plus de 50 répondants comme des stratégies efficaces pour combler le fossé entre la recherche et la politique.

## 4.4 Interventions existantes et soutien requis par les chercheurs pour combler le fossé entre la politique et la recherche en Afrique de l'Ouest.

Afin d'évaluer les efforts existants pour promouvoir la recherche axée sur les politiques et leur adoption, les répondants ont été invités, dans une question ouverte, à fournir des mesures mises en place dans leurs établissements. Les réponses ont été codées et classées en thèmes communs et présentées dans la figure 11. Par la suite, on a demandé aux répondants s'ils avaient reçu un financement pour leur recherche entre les années 2015 et 2022 et ils devaient répondre par « oui » ou « non ». Ceux qui ont répondu par **oui** ont été en outre invités à fournir les noms des bailleurs de fonds et des projets dans la mesure du possible. Les réponses sur les bailleurs de fonds étaient des catégories comme le montre la figure 13.

### 4.4.1 Meilleures pratiques institutionnelles

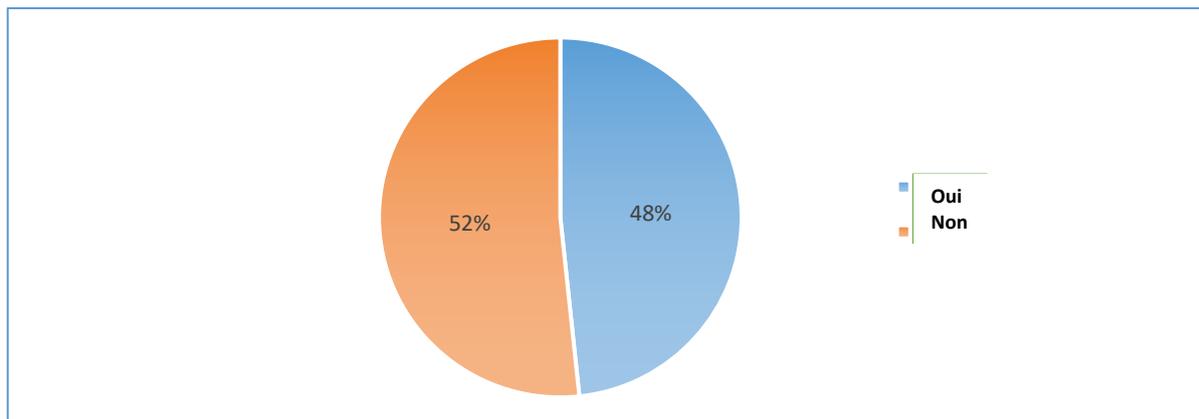
Figure 11 : Meilleures pratiques des institutions pour combler le fossé entre la recherche et la politique



Les répondants ont été interrogés sur les meilleures pratiques mises en place par leurs institutions pour combler le fossé entre la recherche et la politique. Près de la moitié (44,30 %) ont déclaré qu'aucune mesure n'était en place. Les mesures existantes comprennent la tenue de séminaires et d'ateliers réguliers pour diffuser les résultats de la recherche ; l'engagement continu des décideurs politiques ; formation et encouragement à mener des recherches axées sur les politiques; création d'une agence institutionnelle ou nationale chargée de superviser la recherche éclairée par les politiques. Les résultats indiquent que si certains efforts sont déployés par les institutions, ceux-ci sont largement insuffisants pour accélérer les progrès vers le développement durable.

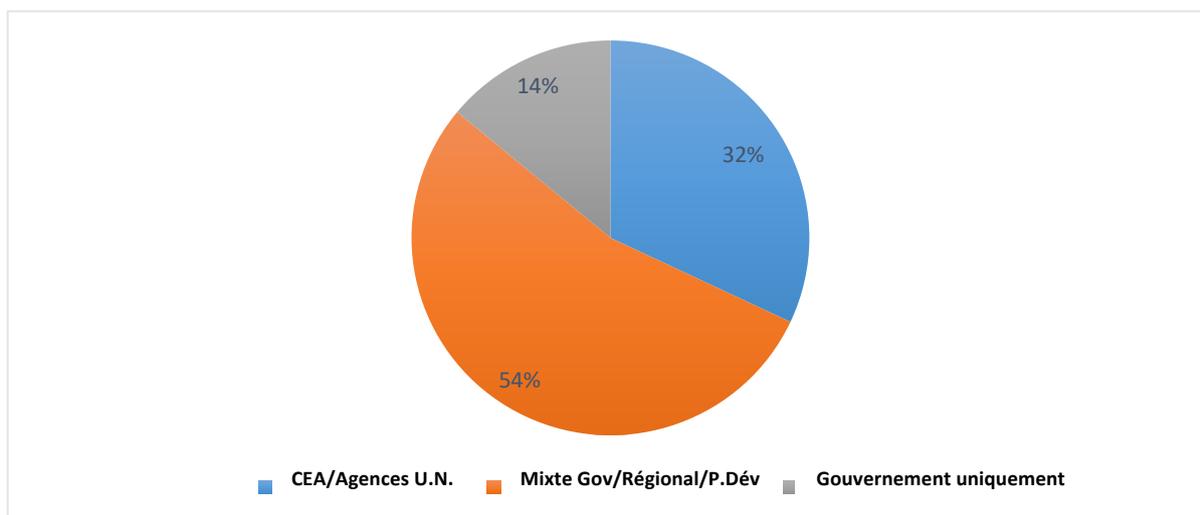
#### 4.4.2. Financement

**Figure 12 : Financements reçus entre 2015 et 2020**



Lorsqu'on a demandé aux chercheurs s'ils avaient reçu un financement pour leurs recherches au cours des 7 dernières années, moins de la moitié (48 %) des chercheurs ont déclaré avoir reçu un financement, ce qui est un chiffre particulièrement inquiétant, étant donné que le financement peut stimuler la recherche dans les domaines les plus nécessaires.

**Figure 13 : Institutions ayant financé des projets de recherche entre 2015 et 2022**

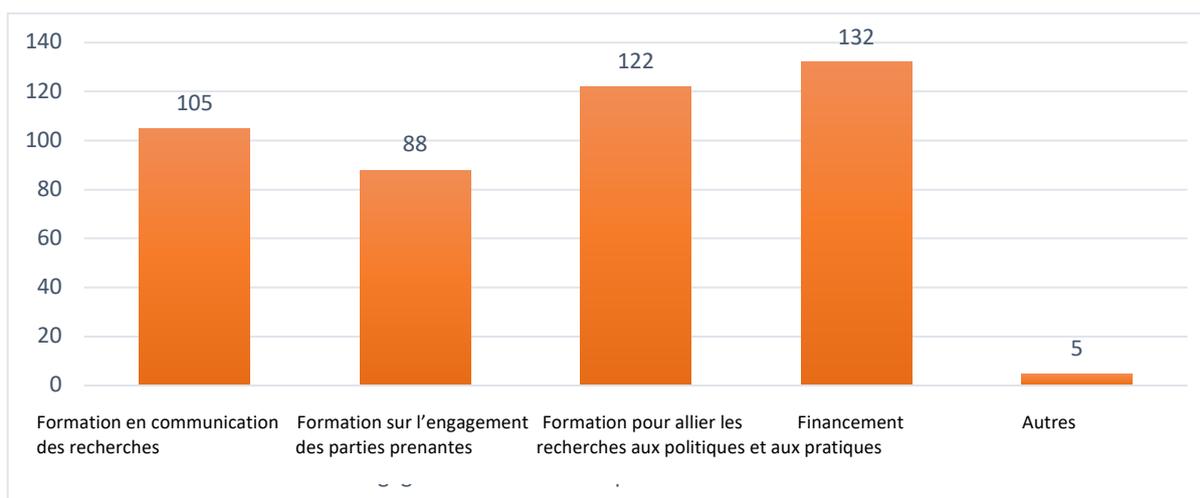


Lorsque des financements ont été reçus, ils provenaient généralement de la CEA et d'autres agences des Nations Unies, d'organisations régionales ou de partenaires de développement. Le financement gouvernemental uniquement ne représentait que 14% du financement reçu. Ce résultat confirme les données sur le paysage du financement en Afrique. Bien que les gouvernements se soient engagés à augmenter les dépenses de recherche et développement (R&D) en vue de la réalisation de l'objectif de développement durable 9, l'investissement dans la recherche en pourcentage du PIB reste inférieur à 0,4 % en Afrique subsaharienne (5,21)

#### 4.5 Soutien requis pour mener et diffuser des recherches axées sur les politiques

Afin de déterminer le type de soutien requis par les chercheurs pour mener des recherches axées sur les politiques, les répondants ont été invités à sélectionner les types de soutien nécessaires. Ils étaient libres de sélectionner plus d'une option, y compris d'en spécifier d'autres qui ne figuraient pas sur la liste. Le détail des résultats est présenté dans la figure 14 ci-dessous.

**Figure 14 : Besoins de soutien perçus**



Bien que le financement ait été le plus choisi par les chercheurs, d'autres besoins tels que le renforcement des capacités dans l'engagement des parties prenantes, la communication de la recherche et la formation sur l'intégration de la recherche dans les politiques ont également été fortement recommandés.

## V. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

### 5.1. Conclusion

Les résultats de l'enquête indiquent que la majorité des chercheurs de l'échantillon ont de l'expérience dans la conduite de recherches axées sur les politiques et que certains ont une expérience pratique des processus d'élaboration de politiques fondés sur des données probantes. Cependant, lorsqu'il s'agit de mener des recherches en tant que pratique de routine, seuls les deux tiers mènent des recherches pertinentes sur les politiques et envisagent d'influencer les politiques aux niveaux local et national.

Même si un bon nombre de chercheurs sont au courant de l'agenda politique actuel, une proportion assez inquiétante n'a aucune connaissance de l'agenda politique actuel dans leur pays ou sous-région. Il y a plus de potentiel pour la sensibilisation politique et l'implication des chercheurs dans les discussions politiques à partir de l'établissement de l'agenda.

Alors que près de 95 % des répondants conviennent que l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes est bénéfique pour le développement et que la recherche peut influencer l'élaboration de politiques, seuls les deux tiers environ impliquent les décideurs dans leurs recherches et encore moins ont des contacts étroits avec les décideurs. Du point de vue des chercheurs, le manque de financement, le manque d'engagement de la part des décideurs, l'insuffisance des rapports entre les chercheurs et les décideurs en plus du manque de compétences pour s'engager expliquent ces résultats.

De nombreuses institutions pour lesquelles les répondants travaillent n'ont pas mis en place de mesures pour promouvoir la recherche axée sur les politiques ou l'adoption de la recherche pour les politiques. En outre, le financement de la recherche dans la sous-région est généralement faible et dominé par l'ONU et ses agences, d'autres partenaires de développement et des organisations régionales avec un financement considérablement faible des gouvernements. Il est troublant de constater que près de la moitié des répondants ont affirmé n'avoir reçu aucun financement au cours des 7 dernières années.

Dans l'ensemble, l'enquête présente une excellente information de base sur la recherche axée sur les politiques et l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes dans la région de la CEDEAO. Comme prévu, l'enquête donne d'excellentes informations au Centre pour la Dynamique Démographique pour le Développement (DDD) de la CEA-SRO/AO pour guider les efforts futurs de renforcement des capacités de recherche et d'élaboration de politiques fondées sur des données probantes dans la sous-région.

### 5.2. Recommandations

À la suite des conclusions de l'enquête, les recommandations suivantes sont faites à la CEA :

1. Renforcer la sensibilisation aux politiques parmi les chercheurs et encourager la participation des chercheurs aux discussions politiques et ce dès au niveau de l'établissement de l'ordre du jour.
2. Créer des plateformes d'engagement entre les chercheurs et les décideurs politiques pour promouvoir l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes.
3. Étendre le plaidoyer pour un investissement accru du gouvernement dans la recherche et le développement tout en promouvant le soutien du secteur privé à la recherche dans la région de la CEDEAO. L'initiative de budgétisation sensible au dividende démographique pourrait être optimisée pour intégrer le financement de la recherche dans les budgets nationaux.
4. Aborder la disparité entre les sexes dans la recherche dans le cadre des efforts visant à renforcer les capacités et le capital humain pour la recherche.
5. Répondre aux besoins de renforcement de capacité des chercheurs par le biais de formations sur i) l'engagement des parties prenantes ; ii) la communication et la diffusion des résultats de la recherche ; iii) la publication de subventions de recherche obtenues ; iv) l'intégration de la recherche dans les politiques et les pratiques, entre autres
6. Engager les institutions de recherche et les organismes nationaux de réglementation de la recherche pour élaborer ou améliorer les lignes directrices et institutionnaliser les mesures qui améliorent la recherche axée sur les politiques et l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes.
7. Aider les gouvernements à renforcer la supervision de la recherche.

## RÉFÉRENCES

1. Nations Unies. Perspectives de la population mondiale : la révision de 2015, les principaux résultats et les tableaux avancés. Département des affaires économiques et sociales, Division de la population (2015).; 2015.
2. Bloom DE, Kuhn M, Prettnner K. Les perspectives de l'Afrique pour profiter d'un dividende démographique. *J Démogr Econ*. 2017 mars;83(1):63–76.
3. Commission de l'Union africaine. Feuille de route de l'UA sur l'exploitation du dividende démographique par l'investissement dans la jeunesse [Internet]. 2016 [cité le 12 avril 2022]. Disponible sur : [https://addis.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/AU%202017%20DD%20ROADMAP%20Final%20-%20EN\\_2.pdf](https://addis.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/AU%202017%20DD%20ROADMAP%20Final%20-%20EN_2.pdf)
4. Sutcliffe S. Élaboration de politiques fondées sur des données probantes : de quoi s'agit-il ? Comment ça marche? Quelle pertinence pour les pays en développement ?. 2005 ;
5. Nations Unies. Le rapport sur les objectifs de développement durable 2021 [Internet]. Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies : Division des statistiques ; 2021 [cité le 10 mai 2022]. Disponible sur : <https://unstats.un.org/sdgs/report/2021/>
6. Messerli P, Murniningtyas E, Eloundou-Enyegue P, Foli EG, Furman E, Glassman A, et al. Rapport mondial sur le développement durable 2019 : l'avenir, c'est maintenant : la science au service du développement durable. [L'Internet]. New York : Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies ; 2019. Disponible sur : [https://pure.iiasa.ac.at/id/eprint/16067/1/24797GSDR\\_report\\_2019.pdf](https://pure.iiasa.ac.at/id/eprint/16067/1/24797GSDR_report_2019.pdf)
7. Erismann S, Pesantes MA, Beran D, Leuenberger A, Farnham A, Berger Gonzalez de White M, et al. Comment intégrer les données de la recherche dans les politiques ? Synthétiser les stratégies de cinq projets de recherche dans des pays à revenu faible ou intermédiaire. *Système de politique de rés*. 2021 déc;19(1):29.
8. Court J, Young J. Faire le pont entre la recherche et la politique en matière de développement international : un cadre analytique et pratique. *Pratique dev*. 2006 février;16(1):85–90.
9. Green A., Bennett S. Des choix judicieux : renforcer la capacité d'élaborer des politiques de santé fondées sur des données probantes. Organisation Mondiale de la Santé Genève ; 2007.;
10. Uzochukwu B, Onwujekwe O, Mbachu C, Okwuosa C, Etiaba E, Nyström ME, et al. Le défi de combler le fossé entre les chercheurs et les décideurs: expériences d'un groupe de recherche sur les politiques de santé dans l'engagement des décideurs politiques à soutenir l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes au Nigeria. *Glob Health*. Dec. 2016;12(1):67.
11. "Nations Unies. Perspectives démographiques mondiales 2019. 2019.
12. Bureau sous-régional de la CEA pour l'Afrique de l'Ouest. Fiche d'information 2020 sur les « Dynamiques Démographiques pour le Développement ». 2020.
13. Bloom DE, Williamson JG. Transitions démographiques et miracles économiques en Asie émergente. *World Bank Econ Rev*. 1998 Sep 1;12(3):419–55.
14. Lee, Ronald, Andrew Mason, J. Xue Jiang. Dividende démographique, capital humain et épargne : prenez-le maintenant ou profitez-en plus tard. Dans : Présenté à la Conférence annuelle de la Population Association of America. 2015.
15. Harper S. Transition démographique : positionner la perspective du changement structurel lié à l'âge. *J Popul Ageing*. 2011 Sep;4(3):119–20.



## Annexe 1 : Questionnaire d'enquête

Chers Chercheurs,

Le Bureau Sous Régional pour l'Afrique de l'Ouest de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA/BSR-AO) basé à Niamey, Niger, couvre l'ensemble des 15 Etats membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) : Le Bénin, le Burkina Faso, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée-Bissau, la Guinée, le Liberia, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. Son mandat est de contribuer à la transformation structurelle des pays d'Afrique de l'Ouest en favorisant un développement inclusif et durable. Prenant en compte les défis démographiques de l'Afrique de l'Ouest, le domaine de spécialisation de la CEA/BSR-AO est axé sur la Dynamique Démographique pour le Développement (DDD) qui est essentielle pour libérer la myriade de potentiels de la sous-région. Pour parvenir à un changement transformationnel dans les États membres, le Bureau propose aux pays des options et des solutions politiques, ainsi que le renforcement de leurs capacités à répondre efficacement aux défis du développement.

La présente enquête vise à donner aux chercheurs ouest-africains l'occasion d'exprimer leurs expériences dans la conduite de recherches axées sur les politiques et d'indiquer également leurs aspirations à l'amélioration de stratégies efficaces pour traduire la recherche en politiques en Afrique de l'Ouest.

Les informations recueillies guideront le travail de la CEA/BSR-AO et aideront à planifier des programmes appropriés pour les chercheurs de la sous-région afin d'améliorer l'élaboration de politiques fondées sur des preuves pour le développement.

Par conséquent, nous sollicitons votre contribution pour remplir le présent questionnaire. Vous avez besoin de 10 à 15 minutes pour répondre à toutes les questions. Les réponses resteront confidentielles et l'anonymat est garanti. Seules les réponses agrégées seront publiées.

Cordialement

### I- INFORMATIONS GÉNÉRALES

#### 1. *Sexe*

Masculin

Féminin

#### 2. *Tranche d'âge*

Moins de 18 ans

18-24

25-34

35-44

45-54

55-64

Au-dessus de 64

**3. *Quel est votre niveau d'études ?***

Bachelor

Master

PhD

Autre (veuillez préciser)

**4. *Veuillez sélectionner le pays dans lequel vous travaillez***

.....

**5. *Avec quel type d'établissement travaillez-vous ?***

Université

Institut de recherche

Groupe de réflexion

Organisation de la société civile

Organisations intergouvernementales (OIG)

Autre (veuillez préciser)

**6. *Quelle poste occupez-vous au sein de votre établissement ?***

Cliquez ou appuyez ici pour saisir du texte.

Professeur

Professeur Assistant

Maître de conférences

Maître de conférences Assistant

Docteur

---

Chercheur principal

Chercheur

Assistant Chercheur

**7. *Quel est votre domaine de spécialisation en recherche ?***

Développement et planification

Dynamique des populations

Éducation/Santé

Entrepreneuriat/ création d'emplois/ emploi

Gouvernance pour le développement

Développement économique

Autre (veuillez préciser)

**8. *Depuis combien d'années menez-vous des recherches ?***

0-4 ans

5-9 ans

- 10-14 ans
- 15-19 ans
- 20 ans et plus

9. *Avez-vous participé à un projet de recherche qui a directement influencé la politique ?*

- Oui
- Non
- Je ne sais pas

## II- ÉVALUATION DE LA RECHERCHE ORIENTÉE SUR LES POLITIQUES EN AFRIQUE DE L'OUEST

10. *Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ?*

(1= Fortement en désaccord ; 2= En désaccord ; 3= D'accord ; 4= Fortement d'accord ; ou Je ne sais pas)

	1	2	3	4	Je ne sais pas
La recherche sur le développement au niveau national peut influencer les décideurs nationaux si des stratégies appropriées sont employées	<input type="radio"/>				
L'élaboration et la mise en œuvre de politiques fondées sur des données probantes sont bénéfiques pour le développement	<input type="radio"/>				
J'ai les compétences techniques pour communiquer les résultats de mes recherches aux décideurs politiques	<input type="radio"/>				
J'implique les décideurs politiques dans la conception et la conduite de mes recherches	<input type="radio"/>				
J'ai des contacts étroits avec les décideurs politiques	<input type="radio"/>				
J'ai une bonne connaissance et compréhension de l'agenda actuel de la politique de développement dans mon pays et ma sous-région	<input type="radio"/>				
Mes résultats de recherche influencent la politique de développement au niveau national / local	<input type="radio"/>				
Je diffuse les résultats de la recherche de manière à ce que les décideurs comprennent	<input type="radio"/>				

11. *Veillez évaluer la pertinence de votre recherche par rapport à l'agenda politique actuel de votre pays ?*

(Sur une échelle de 1 à 5, 5 étant le plus élevé)

	1	2	3	4	5
	<input type="radio"/>				

**12. Avez-vous effectué des recherches dans le domaine des sciences sociales, y compris la population et le développement inclusif, qui ont été financées par un gouvernement ou une agence non gouvernementale entre 2015 et 2022 ?**

**Oui**

**Non**

**13. Si oui, veuillez fournir plus d'informations (Nom du projet et de l'agence de financement)**

**14. Choisissez les trois (3) facteurs les plus importants qui empêchent à la recherche de se traduire en politiques ?**

- Manque de preuves crédibles et de qualité
- Manque de compétences en communication de recherche
- Méthode de diffusion inappropriée
- Manque de financement
- Manque d'engagement de la part des décideurs politiques
- Manque d'engagement de la part des chercheurs
- Les décideurs politiques ne valorisent pas l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes
- Insuffisance de forums rassemblant chercheurs et décideurs politiques
- L'exigence académique relative à la publication
- Autres (veuillez préciser)

### **III- AMÉLIORATION DE L'ÉLABORATION DE POLITIQUES FONDÉES SUR DES PREUVES POUR LE DÉVELOPPEMENT**

**1. Selon vous, quelles sont les stratégies efficaces pour traduire la recherche en politiques ?**

- Exactitude des résultats
- Pertinence de la recherche par rapport à l'agenda politique
- Engagement efficace des décideurs politiques et des chercheurs
- Résultats de qualité et crédibles
- Communication et diffusion efficaces des résultats et des principales recommandations réalisables
- Autres (veuillez préciser)

**2. Quelles meilleures pratiques votre institution met-elle en place pour combler le fossé entre la recherche et la politique ?**

<p>a. ...</p> <p>b. ...</p> <p>c. ...</p>
---

**3. De quel soutien aurez-vous besoin pour mener et diffuser des recherches axées sur les politiques ?**

- Formation sur la communication de la recherche
- Formation sur l'engagement des parties prenantes
- Formation sur l'intégration de la recherche dans les politiques et la pratique
- Financement
- Autres (veuillez préciser)

**4. Souhaitez-vous ajouter d'autres commentaires ou recommandations sur le renforcement des capacités approprié des chercheurs de la sous-région ?**